
PRAGUE – AFRALO/AfrICANN Joint Meeting
Wednesday, June 27, 2012 – 14:00 to 15:00
ICANN - Prague, Czech Republic

Fatimata Seye Sylla: Bienvenus à la réunion conjointe Afralo-AfrICANN. Nous avons maintenant l'habitude de l'organiser à chaque réunion d'ICANN pour parler des problématiques qui interpellent la région Afrique. Avant de commencer, je voudrais qu'on fasse rapidement un tour de table. Chacun donne son nom, et peut-être son pays; très rapidement parce que nous sommes déjà un peu en retard sur le programme. Donc on va commencer par là-bas. Merci.

Emmanuel Adjovi: Moi c'est Emmanuel Adjovi. Je suis de l'Organisation Internationale de la Francophonie, l'équivalent de Commonwealth Secretariat, dans la zone francophone.

Lamoussa Oualbeogo: Lamoussa Oualbeogo. Je suis Conseiller Technique du Ministère en charge de l'économie numérique du Burkina Faso, et je suis Représentant du GAC ici au Burkina Faso.

Voix de Femme: [Adjawa Dela] de l'AFRALO, Burkina Faso.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Yaovi Atohoun: Yaovi Atohoun, AFRALO, ALAC, Benin.

Voix d'homme: Je suis Eric [----- inaudible 0:01:36.1 -----] du Ministère des Communications du Ghana.

Barrack Otieno: Barrack Otieno, [----- inaudible 0:01:42.7 -----] Nairobi, Kenya.

Michele Tchonang: Michele Tshonang, AFRALO et GAC Cameroun.

Abrose Ruyooka: Ambrose Ruyooka, du Gouvernement de l'Ouganda.

Voix d'homme: Andrea Malete de la société [----- inaudible 0:02:07.8 -----] bureau d'enregistrement et des registres.

Nathalie Peregrine: Nathalie Peregrine, Membre de l'Equipe.

-
- Matt Ashtiani: Matt Ashtiani, membre de l'Equipe.
- Silvia Vivanco: Membre de l'Equipe.
- Heidi Ullrich: Membre de l'Equipe.
- Tijani Ben Jemaa: Tijani Ben Jemaa, Vice-Président pour l'AFRALO et membre de l'ALAC.
- Fatimata Seye Sylla: Fatimata Seye Sylla, Présidente de l'AFRALO.
- Aziz Hilali: Aziz Hilali, Secrétaire de l'AFRALO pour le Maroc.
- Olivier Crépin-Leblond: Olivier Crépin-Leblond, Président de l'ALAC.
- Cheryl Langdon-Orr: Cheryl Langdon-Orr, je suis une fan de ces réunions. J'appartiens à une organisation qui s'appelle Dot Connect Africa.

Victor Ndonnang: Je suis Victor Ndonnang. Je suis Secrétaire General du Chapitre Cameroun de l'Internet Society. J'appartiens à la structure At-Large d'ICANN, et je suis aussi revendeur des noms de domaines.

Voix de femme: Mona [----- inaudible 0:03:41.7 -----]. Je suis le Fondateur de l'Observateur Pan Arabe du 'Cyber Security and Safety'.

Voix d'homme: Je suis [----- inaudible 0:03:56.06 -----] de l'Egypte.

Hawa Diakite: Hawa Diakite, Membre de l'AFRALO et Représentant du Mali au GAC.

Voix de Femme: [----- inaudible 0:04:11.5 -----]. Je suis représentant de la Gambie; je représente une société de la Gambie.

Eberhard Lisse: Je suis Manager de ccTLD de la Namibie.

Tuhafeni Lisse: Je suis de la Namibie aussi.

Barry Ryan: Je suis Barry Ryan de Nairobi.

Michael Katundu: Michael Katundu de Nairobi au Kenya.

Moutar Yedaly: Je suis Moutar de la Commission de l'Union Africaine.

Voix de femme: Je suis [----- inaudible 0:05:09.4 -----] du Botswana et je représente la société internet.

Fatimata Seye Sylla: Merci, c'est Fatimata. Merci encore d'être venus nombreux à cette réunion. La thématique d'aujourd'hui, c'est la participation de l'Afrique aux demandes des nouveaux gTLDs.

Et pour ce faire, nous avons mis en place un petit comité de rédaction. Nous fait circuler la liste une demande de thématique. Nous n'avions pas eu beaucoup de réponses et finalement, c'est seulement AFRALO qui a travaillé pour produire un petit draft et nous voulons saisir cette opportunité pour remercier les membres du groupe de travail, notamment Haji qui a été la Coordinatrice; il y avait aussi Victor, Aziz, Yaovi et moi-même.

Sans plus tarder, nous allons aussi remercier les deux amis de l'AFRALO, notamment Cheryl à ma gauche. Vous voyez Cheryl toujours avec nous pendant les réunions. Bientôt elle va aussi Africaine comme nous. Et nous avons également Olivier, qui est un ami de l'Afrique. Il est un fan de l'Afrique aussi, et qui est le Président de l'ALAC. Et il est toujours avec nous et nous lui remercions pour cela. Nous savons que leur temps est très pressé, avec nous avons des calendriers très, très chargés. Sans plus tarder, nous allons donner la parole à Olivier et ensuite à Cheryl, parce qu'ils ne pourront pas participer à toute la réunion. Merci Olivier.

Olivier Crépin-Leblond:

Merci, Fatimata. Je suis en effet Olivier Crépin-Leblond, le Président de l'ALAC. Je suis un peu désolé parce que ça fait maintenant que je parle tout le temps en Anglais et je crois que toute ma partie Française de mon cerveau a du s'endormir ou être convertie en Anglais, je ne sais pas. Je pense que je vais devoir m'exprimer en Anglais, malheureusement pour nos amis Francophones. Je suis désolé, Fatimata. Mon cerveau est cuit et c'est un grand plaisir d'être ici avec vous. Je pense que c'est la quatrième ou cinquième réunion AFRALO/AfrICANN à laquelle j'assiste et dans lesquelles je parle et je vois la dynamique que vous avez dans votre communauté, et c'est un plaisir pour moi de pouvoir l'observer à chaque fois. Bien sur ce n'est pas simplement la question de passer du temps ensemble et d'apprendre comment les choses évoluent dans votre coin du monde - et quelqu'un doit avoir oublié d'ouvrir leur Skype - mais il s'agit de travailler, et on a toujours une déclaration qui est rédigée à partir de cette réunion. Et on dit ce que ce groupe de gens - parce que je vois

qu'on est de plus en plus nombreux - ce que toutes ces gens pensent d'une situation et nous paraît très sérieuse.

Et ce que j'ai lu ces dernières semaines c'est le processus des nouveaux gTLDs. Comme vous le savez déjà, on a eu très peu de candidatures pour les nouveaux gTLDs de l'Afrique. On peut dire qu'il s'agit d'un coût de candidature qui était très élevé et on avait un programme de soutien pour les candidatures et c'était un programme qui soutenait beaucoup par AFRALO et la communauté AFRALO, et que l'ALAC avait aussi soutenu avec l'assistance des autres secteurs d'ICANN.

Mais la force motrice venait d'ici. Mais, apparemment très peu de gens savaient qu'on avait ce programme de soutien. Donc quelque part on avait eu des problèmes de communication. Avec cette déclaration et bien sûr comme vous pouvez penser aussi, on aurait 101 cas, et je peux dire avec cette communication, on doit bien sûr avoir d'autres cas. Mais par rapport à ce qui concerne l'Afrique, je dirai que c'est un continent est très courageux. Je me souviens des premières années de la connectivité par internet au milieu des années 1990, j'étais un étudiant, je m'amusais à suivre l'évolution de la connectivité de l'internet à travers le monde, et peut-être certaines personnes ici à table, étaient engagées dans l'installation de la connectivité par internet dans leurs pays. C'est dans les années 1992, 1993, 1994, etc. jusque vers 1997 et 1998.

Vers 1992 et 1993, je dirai, très peu de pays africains étaient connectés à l'internet. La plupart avaient des lignes de connectivité par ligne de téléphone et il y avait cinq ou six qui avaient la connectivité internet. Ils étaient des pionniers, si vous voulez, et lorsqu'on consultait la carte a

l'époque, on se disait que l'Afrique était en retard, elle n'allait pas bien, et qu'elle avait beaucoup de travail à faire, et ça allait lui prendre vingt ans pour y arriver.

Et en trois ou quatre ans, et c'est très peu de temps par rapport à l'histoire du monde, et l'histoire de tout ce que vous connaissez, notre histoire moderne, en trois ou quatre ans, toute la carte que j'étais était couverte de connectivité internet, partout.

Donc, le message que je voudrais transmettre à cette communauté dans cette réunion est que les premières candidatures incluait dix-sept candidatures, je pense que c'était dix-sept candidatures africaines, et ceci ne devrait pas nous décevoir, parce que c'est un premier cycle, et il y aura d'autres cycles bien sûr. Il y aura d'autres occasions pour vous présenter en tant que candidats, et en trois ou quatre ans, ça pourrait même arriver plus tôt.

Je sais que le monde évolue de plus en plus rapidement et je sais que dans les prochains cycles, cette communauté aura bien travaillé et on espère que cette organisation, ICANN, aura fait ce qu'elle doit faire pour communiquer avec la communauté africaine pour qu'elle soit à l'avant garde encore une fois et qu'elle soit au front de l'internet et de toutes ces technologies nouvelles.

Il est important, et je vais vous dire que AFRALO/AfrICANN, j'espère souvent que d'autres régions, d'autres organisations régionales d'At-Large feront la même chose et qu'ils ont réussi à emmener ce sens de communauté et de synergie; on a des participants qui ne font pas partie d'AFRALO et qui font partie d'autres organisations commerciales, et

d'autres participants qui viennent d'autres régions du monde et qui ont un modèle multipartite.

Mais en fait, l'Afrique est la seule région qui travaille ainsi en ce moment; c'est le seul continent. Et j'espère bien vraiment qu'ils suivent votre exemple dans les prochaines années. On va leur donner quoi, trois ans? On espère qu'ils pourront y parvenir en trois ans. Merci beaucoup.

[Acclamations]

Fatimata Seye Sylla:

Merci, Olivier, c'est Fatimata. Nous avons d'autres invites qui sont avec nous, ils viennent d'arriver, nous allons leur donner la parole juste pour dire leurs noms, très rapidement avant de donner la parole à Cheryl. Merci beaucoup Olivier.

Voix d'homme:

[----- inaudible 0:13:10.7 -----].

Nelly Kwende:

Nelly Kwende.

Voix de femme:

[----- inaudible 0:13:17.1 -----].

Grant McDonald:

Grant McDonald.

Fatimata Seye Sylla: Merci beaucoup. Sans plus tarder, nous allons passer la parole à Cheryl Langdon-Orr, notre ami de toujours.

Cheryl Langdon-Orr: Merci beaucoup Fatimata, c'est Cheryl Langdon-Orr pour le procès-verbal, et je vais imprimer des cartes de visite qui disent: "Je suis Cheryl Langdon-Orr" pour le procès-verbal."

Mais c'est important, dû à la diversité des langues que nous avons, la diversité culturelle que nous avons, et l'Afrique d'habitude s'en sort très bien sûr avec ce problème; nous en Asie, on a un défi encore plus grand. C'est beaucoup plus difficile mais on a 56 langues dans notre région. Donc c'est très difficile, nous avons 63% des langues du monde dans notre région, donc c'est un tout petit peu plus difficile.

Mais, c'est très important d'avoir des cabines au fond de la salle, avec l'interprétation. Et c'est une facilité qu'ICANN nous donne et qu'ils vous donnent pour que tout le monde puisse bien s'exprimer et discuter. Et je suppose que vous allez faire cela avec ce document qui est génial.

Permettez-moi, d'abord en tant que gardien très sélective d'ICANN, féliciter chacun de vous qui avez pris part à la rédaction, parce que je pense que c'est une chose fantastique à apporter et je vais recommander au Président du Comité Consultatif d'At-Large, que lorsque certaines des corrections que seront apportées au cours de cette réunion, comme j'en ai eu le plaisir dans le passé lorsque j'étais la Présidente du Comité Consultatif d'At-Large, de sorte qu'il soit ait

l'opportunité de l'annexer a son rapport au Directoire d'ICANN comme un travail original.

Espérons qu'il sera inspire de faire cela. Je pause (...)

Olivier Crépin-Leblond: Cheryl? Puis-je?

Cheryl Langdon-Orr: Non, de retour à votre place.

Olivier Crépin-Leblond: J'ai - c'est ce que j'ai pensé.

Cheryl Langdon-Orr: Ne m'interromps plus, merci. Que c'est dur d'avoir de bons employés ici?

En fait, je sais que vous allez avoir beaucoup à faire, et je suis assez directe, et tout le monde comprend ici, on n'a pas de problèmes là-dessus. On a des gens derrière, et on a un homme qui est Australien et qui pourrait ne pas comprendre.

J'ai juste une clause à discuter et je suis très préoccupée dessus, donc je vais vous demander de la considerer tres soigneusement. C'est la section des "recommandations pour ICANN (...)" et c'est la quatrième clause.

Je vais la lire pour que tout le monde soit dans le contexte.

De faciliter la délégation et la redélégation des ccTLD Africaine, et ainsi contribuer à réduire le fossé numérique qui s'est encore manifeste avec les nombreuses demandes des nouveaux gTLDs qui placent les pays en développement au dernier rang. Si vous pourriez, n'importe comment, modifier cette phrase, et l'envoyer vers la fin, sans dire à travers la façon dont elle est rédigée, qu'il s'agit des opérateurs ccTLD qui ne se sont pas comportés très bien ou qui ne travaillent pas pour le meilleur intérêt des communautés internet. Parce qu'ils sont ceux qui déclenchent la délégation et redélégation des ccTLDs.

Et j'espère que vous allez le prendre comme une bonne recommandation et que ça ne va pas vous vexer, mais la communauté ccTLD, c'est-à-dire la ccNSO et le GAC, le Comité Consultatif Gouvernemental, ont un travail conjoint qui est en train d'être fait en ce moment. Je travaille là-dessus, c'est pourquoi je suis un peu enthousiaste là-dessus et ce qu'on est en train de faire est d'établir un cadre qui soit clair pour la communauté à travers notre discussion de la terminologie pour tous les points qui déclenchent la redélégation. Donc, en fait on est en train de travailler dessus et de s'impliquer, et je pense, c'est ce que vous voulez.

Et ce serait très triste de voir que vous ne soyez pas conscients ou ne reconnaissez pas le travail qu'on fait. Peut-être que vous pouvez accéder aux 75 liens qui font référence au travail qui est en train d'être fait. Vous allez insérer les liens pour que vous reconsidériez les affaires de la délégation et de la redélégation. Mais nous avons déjà considéré les définitions de la communauté locale. Quelles sont les définitions des

parties prenantes qui sont celles qui sont en train d'être diffusées? Je pense que si vous lisez les définitions, vous allez apprécier ou on en est, que vous allez être à l'aise avec ce que je comprends à mon avis comme votre préoccupation. Et je sais qu'en tant qu'australien, on a des vrais motifs pour être préoccupés. Donc, je sais pourquoi je le dis. Ceci doit être réglé.

Mais je pense que vous devez reconnaître dans votre document que c'est un travail qui est en train d'être fait et arrêter l'affrontement des gens dans la communauté ccTLD qui vont venir vous dire qu'ils sont en train de travailler en fait. Et donc, je vais m'arrêter ici. Je ne veux pas envahir votre réunion. Mais si je peux vous aider, venez me voir, rapprochez-moi dans le couloir. Je vais essayer de vous aider pour lire le document et bien sûr pour le faire approuver.

Et je m'excuse, Olivier, bien sûr que tu le diffuses et que tu le renvoies avec le rapport, mais c'est moi qui l'ai fait en premier. Au revoir.

Fatimata Seye Sylla: Merci beaucoup, Cheryl. Olivier veut dire quelque chose.

Olivier Crépin-Leblond: Pour tous mes amis hommes autour de la table.

Fatimata Seye Sylla: Oui, Olivier, mais nous sommes l'eau et le sel de votre vie. Donc, merci beaucoup en tout cas pour ces appuis que vous offrez déjà. Nous allons

travailler sur le document pour refléter tous les commentaires que Cheryl vient d'émettre. En tout cas, merci beaucoup, merci Olivier. Et sans plus tarder, nous allons passer la parole au grand frère Tijani, qui sans cesse, appuie l'Afrique et qui est le Vice-Président d'AFRALO.

Tijani Ben Jemaa:

Merci Fatimata. D'abord un grand merci à nos deux invites qui - je commence par Cheryl qui était le véritable soutien qu'on a eu pour faire cette initiative quand on a commencé la première fois à Nairobi. Et je ne peux pas oublier son soutien, elle n'a jamais demandé quoi que ce soit; elle ne sait même pas ce qu'on va dire, mais elle nous soutenait. Donc, merci beaucoup, Olivier, notre Président maintenant. Il fait tout ce qu'il faut pour qu'on puisse réussir toutes les initiatives Africaines, donc tout ce que l'Afrique fait au sein d'At-Large, c'est grâce à ces deux personnes. Donc, merci beaucoup.

Donc, je reviens maintenant au sujet. Vous savez, quand on a voulu faire cette réunion, et comme d'habitude, on a circulé sur la liste une demande de thème. On a voulu que tout le monde participe à la définition du thème. Et on a reçu deux propositions. Et le jour où on a eu notre réunion d'AFRALO, par téléphone, c'était le jour où il y a eu l'annonce des gTLDs qui ont été demandées. Et j'avais dit pendant cette réunion que le sujet ne peut pas être autre chose que ça, parce que la déception est tellement grande sur deux points. Je commence d'abord par expliquer l'historique de la chose.

Quand ICANN a commencé à travailler sur le programme des nouveaux gTLDs, il y avait un grand souci de la part de la communauté d'une

manière générale et particulièrement de la part des utilisateurs de l'internet - donc nous - et particulièrement encore de ceux qui sont des pays en développement. Ce souci c'est que le cout d'une demande ne peut être jamais être payé par quelqu'un qui n'est pas vraiment riche. Donc, ça donne l'impression d'un programme des riches, fait pour des riches. Et on a fait l'objet très fort, pendant une année et demie, et finalement à Nairobi, on est arrivé à faire décider le Directoire qu'il faut donc constituer un groupe de travail qui pouvait trouver des solutions à cette question.

Donc, comment on peut aider les demandeurs des nouveaux gTLDs qui n'ont pas les moyens de le faire. Donc ce groupe formé- on était dedans - et on a commencé à travailler. Et comme vous le savez, le groupe est divers car il est ouvert à tout le monde. Il y avait donc toutes les couleurs dedans et bien sûr il y avait aussi l'industrie qui était représentée, tout le monde donc était représenté. Et ce n'était pas facile d'arriver à un rapport dans lequel on fait des recommandations qui sont réellement en faveur des demandeurs des nouveaux gTLDs qui sont des pays en développement ou qui sont des communautés qui sont pauvres et qui n'ont pas les moyens de le faire.

Donc, le rapport étant fait - ce n'était pas évident aussi qu'on l'accepte. On est resté plusieurs semaines à attendre la réaction du Directoire, et finalement le Directoire a accepté le rapport. Et il a mis deux millions de dollars pour ce programme-là. Alors, malheureusement, quand on a regardé le résultat - la liste des nouveaux gTLDs demandées, on se rend compte qu'il y a que 17 demandes de l'Afrique et qu'il n'y avait que 3 demandes de soutien alors qu'on en avait pour 14. Pourquoi tout cela? Eh bien, tout simplement parce qu'on savait que ça allait être comme

cela, on l'a dit clairement au forum public à la réunion de San Jose, parce que le programme des nouveaux gTLDs lui-même n'a pas eu de programmes d'outreach dans les pays qui ont besoin d'aide.

Fatimata demande une minute. Donc, il y a des gens qui ne savent même pas qu'il y a un programme comme ça. Deuxièmement, parce que le programme de soutien qui est destiné à des gens des pays en développement n'a pas été l'objet des promotions dans ces pays-là - il y a eu des promotions en Amérique. Il y a eu des promotions en Europe, alors que ces deux endroits n'ont pas besoin de soutien, en quelque sorte. Le résultat - et tout le monde parlait de cela. Je n'étais pas le seul - que ceci va donner un résultat négatif. On ne va pas pouvoir avoir des demandes de soutien parce que les gens ne sont pas au courant. Eh bien, le résultat est là et c'est pour cela que je pense qu'il faudrait qu'on passe un message fort au Directoire, que nous, en tant qu'Africains, nous ne sommes pas contents de la communication qui a été faite pour le programme des nouveaux gTLDs et pour le programme de soutien.

Merci.

Fatimata Seye Sylla:

Merci beaucoup Tijani pour cette introduction. Vous savez les nouveaux gTLDs et Tijani ont des relations très fortes, surtout pour l'Afrique. Donc, on connaît pourquoi il va dans les détails. On lui aurait donné tout le temps. Je pense que ce serait vraiment une cession de développement des compétences qu'on aurait eu avec lui. Merci beaucoup pour ton engagement, Tijani, pour l'Afrique.

Sans plus tarder, nous allons passer la parole a la coordonnatrice du groupe de travail qui a rédigé ce document pour qu'elle nous lise rapidement le brouillon et qu'on puisse passer aux discussions et amendements. Haji, tu as la parole.

Haji:

Merci Fatimata. Enfin, je ne sais si c'est encore la peine de lire. Je pense que les gens ont lu. Alors, déclaration de la Communauté Africaine d'ICANN sur la faible participation de l'Afrique aux demandes des nouveaux gTLDs, Prague, Mercredi 27 Juin 2012.

Nous, membres de la Communauté Africaine participant à la réunion conjointe AFRALO/AfrICANN tenue le Mercredi 27 Juin 2012 à Prague, République Czech, avons constaté avec regret la faible participation de l'Afrique aux demandes des nouveaux gTLDs.

Ce manque d'intérêt est dû essentiellement à l'incompréhension et a la presque inexistence de l'industrie des noms de domaines et aussi au nombre très réduit des registraires accrédités par ICANN dans cette région.

Devant le retard déjà accusé par l'Afrique dans le développement de l'internet dans la consommation de ses services et dans la gestion des ccTLDs africains, le fossé numérique risque de nouveau de se creuser avec une participation aussi de la région dans le programme des nouveaux gTLDs.

Considérant les efforts fournis par l'ICANN au cours de ces dernières années dans son approche internationale et dans sa volonté d'intégrer

les pays en développement dans tous ses projets mis en place, et notamment le programme d'appui aux demandes des nouveaux gTLDs, considérant que l'économie numérique peut être une source importante des revenus pour les nations et peut apporter une gestion plus rationnelle des affaires publiques, recommandons à ICANN de renforcer d'avantage sa politique de communication envers les pays africains pour les actions de sensibilisation et de formation sur les enjeux et les opportunités de la gouvernance de l'internet, et plus particulièrement sur l'attribution des nouveaux noms de domaine. D'impliquer et de responsabiliser les acteurs locaux d'ICANN dans les activités de sensibilisation et de formation. De mener une réflexion sur la possibilité de mettre en place une discrimination positive en faveur des pays de la région afin de lui offrir la possibilité de s'intégrer dans cette révolution que l'internet va continuer à connaître sans cesse. De faciliter d'avantage la délégation et la redélégation de ces cdTLDs africains et aussi contribuer à réduire le fossé numérique qui s'est encore manifesté avec les nombreuses demandes des nouveaux gTLDs qui place les pays en développement au dernier rang.

Au secteur privé africain, d'encourager la constitution des grands groupes régionaux viables et compétitifs au niveau international du fait que l'économie numérique demeure une source de gain énorme en Afrique qui demande des gros investissements de départ. De chercher en permanence des technologies adaptées aux habitudes sociales et aux modes de vie de la population locale et d'offrir des services innovants des plus actifs et plus visibles sur la scène mondiale aussi au sein des organismes de gestion technique et de gouvernance que dans les technologies et leur usage. De participer activement aux groupes

constitutifs du GNSO afin d'impulser la mise en place des politiques favorisant le développement de l'industrie des noms de domaines en Afrique.

Aux registraires accrédités ICANN africains, de faire plus de communication et de sensibilisation sur leurs activités. De mettre en place une organisation des registraires accrédités à ICANN africains afin de créer les conditions favorables pour un réel développement de leurs activités en Afrique et de parler d'une même voix au niveau du GNSO.

A la société civile africaine, d'acquérir les bonnes pratiques en matière de documentation des connaissances et d'être plus présents sur l'internet dans l'utilisation des gTLDs avec la création des contenus locaux. D'accroître les actions de sensibilisation et de formation au niveau local. De participer aux activités de renforcement des capacités en matière de compréhension de l'industrie des noms de domaines et leur rôle pour le développement de l'économie numérique. Et enfin de contribuer au développement des ccTLDs africains et des gTLDs et de s'assurer qu'ils sont gérés pour l'intérêt de la communauté d'internet locale. Merci.

Fatimata Seye Sylla: Merci beaucoup Haji pour cette lecture. J'espère que ceux qui ont la version anglaise ont pu suivre en même temps. Maintenant, nous allons ouvrir le débat pour essayer d'améliorer ce projet de déclaration. Donc, je prends d'abord Emmanuel et ensuite Tijani, Pierre, Hawa, Barrack. Nous avons 12 minutes qui nous restent. Je serais obligée d'être très, très sévère pour le timing. Je donne une minute à chaque personne. D'accord? Alors, sans plus tarder, Emmanuel.

Emmanuel Adjovi:

Merci Madame la Présidente et je voudrais remercier rapidement ceux qui ont fait un très bon travail. Je voudrais simplement faire des propositions de forme, pour améliorer sur la forme. Au départ, au premier paragraphe ou on a parlé des frais de participation aux demandes des nouveaux gTLDs, c'est une faible participation aux premiers appels d'offre pour les nouveaux gTLDs. Parce qu'il doit y en avoir d'autres, normalement.

Deuxième proposition, tout le monde a évoqué le problème tout à l'heure et ça été évoqué également à l'interne; c'est-à-dire au niveau de constat, là où on a parlé de l'incompréhension - au deuxième paragraphe - ce manque d'intérêt est essentiellement dû à l'incompréhension et à la presque-inexistence (...). Ce n'est pas l'incompréhension. C'est un problème de communication. Donc cela est dû à un problème de communication et à la presque-inexistence (...). C'est tout. Ça été évoqué, d'ailleurs les propositions étaient faites dans le sens qu'il y ait plus de communication.

Troisième proposition, si vous permettez Madame la Présidente, c'est un aspect qui a été évoqué au niveau des constats, mais au niveau des propositions, ça ne transparait pas. Donc, au niveau des constats on a vu qu'il y a un nombre réduit des registraires accrédités à ICANN en Afrique. Et ce constat n'a pas trouvé de propositions au niveau des recommandations. Je me demande si à ce niveau lorsqu'on a parlé de mener une réflexion sur la possibilité de mettre en place une discrimination positive, on ne doit pas insister la sur la façon d'accroître

le nombre des registraires accrédités a ICANN. Voilà ce que je voudrais proposer très modestement.

Fatimata Seye Sylla:

Merci Emmanuel. Est-ce que tu pourras faire une proposition rapidement par rapport à cela, qu'on pourra envoyer à Aziz ou à quelqu'un. Merci beaucoup pour ces contributions-là. La parole est à Tijani.

Tijani Ben Jemaa:

Oui, je ne sais pas ce que je vais dire en une minute. Je propose qu'on change un petit peu, qu'on enlève "recommandons" et dire "faisons la déclaration suivante a l'intention d'ICANN". Il faut dire clairement que nous avons un grand souci concernant le manque de communication qui a eu lieu concernant le programme des nouveaux gTLDs et le programme de soutien qui a amené à un si faible nombre de demandeurs des nouveaux gTLDs en Afrique et un tout petit nombre de demandeurs de soutien. C'est un point essentiel, à mon sens, qu'il faut inclure ici. Voilà, je m'arrête là parce que la minute est finie.

Fatimata Seye Sylla:

Merci Tijani, veuillez donc formuler vos recommandations afin qu'on puisse les intégrer. Merci. La parole est à Pierre Dandjinou.

Pierre Dandjinou:

Merci Madame la Présidente. Je crois que je voudrais vraiment reconnaître que l'essentiel y est et féliciter l'équipe qui a travaillé et qui a proposé ça. Je suis d'accord avec Emmanuel que le volet "incompréhension" qu'on a mis là doit être remplacé dans le deuxième paragraphe. Je voudrais peut-être aussi qu'au niveau - là ou on a mis "au niveau du secteur privé africain, encourager la constitution des grands groupes". Je crois qu'il faut revoir cette affaire-là. Il y a des grands groupes en Afrique. Pour ne pas les nommer, il y a beaucoup de grands groupes, mais la grande question c'est la contribution et la participation des africains eux-mêmes dans ces groupes-là. Soit il y a un moyen de mettre ça. Donc, là où on a mis, "des grands groupes" et qui a été traduit au niveau de l'Anglais par "big shops", je crois qu'il faut revoir ça. Ça ne veut pas dire grande chose. Je pourrais travailler avec l'équipe après.

J'ai juste la une suggestion à faire. On a fait beaucoup de recommandations à ICANN au secteur privé africain, aux registraires, et à la société civile africaine. Moi je voudrais dire "recommandations aux gouvernements". Les ccTLDs africains sont généralement mal gérés. Il y a des problèmes avec ça et je crois qu'il faut aussi le dire. Il faut mieux gérer les ccTLDs africains si on comprend que ça doit faire partie de l'économie numérique. Je crois qu'il faut qu'on le dise quelque part là. Peut-être que je peux travailler après avec l'équipe après ça. Merci.

Fatimata Seye Sylla:

Merci beaucoup Pierre pour ces recommandations très pertinentes et votre disponibilité à nous faire les reformulations requises pour qu'on aille vite. La parole à Hawa.

Hawa: Merci beaucoup Madame la Présidente. Je ne vais pas me répéter, certaines de mes préoccupations étaient déjà mentionnées par les uns et les autres. Et au point des recommandations, juste une petite question de forme face à la société civile, à l'avant dernière ligne, "Plus de présence sur l'internet, l'utilisation notamment des gTLDs." Je voulais dire: "Notamment l'utilisation des TLDs d'une manière générale". Pas seulement en spécifiant les gTLDs, mais tous les TLDs. C'était juste une question de forme.

Et l'autre préoccupation, il a dit les gouvernements. Et maintenant la grande question que je pose: "Comment faire parvenir ces recommandations aux acteurs civils?" Parce que c'est bien de faire des recommandations. Pour l'ICANN, c'est bin, on les transmet au Directoire. Et au secteur privé? Et aux gouvernements? Comment leur faire parvenir? Mettons-nous ensemble et réfléchissons comment cibler ces acteurs et ensemble l'Afrique va bouger.

Fatimata Seye Sylla: Merci beaucoup Hawa, et bravo pour cette dernière question pertinente. Et je propose qu'on en discute en ligne et que tu sois le lead. Ça va? Merci beaucoup. La personne suivante c'est Barrack.

Barrack Otieno: Merci Madame la Présidente. Je pense que je voudrais commencer par dire: "J'ai travaillé pour un registraire accrédité par ICANN et maintenant je travaille pour les TLDs et je suis un petit peu déçu par la

façon dont on fait cela et je voudrais vous dire que la charité commence par soi-même. On dit beaucoup de choses mais on ne fait pas les mêmes choses quand il s'agit de notre propre pays. Si je veux acheter un domaine dans un autre pays, c'est presque impossible. Il y a des questions de souveraineté qui entrent en jeu. On ne peut le faire qu'en tant qu'individu. Donc, au lieu de parler, commençons par appliquer la charité dans notre propre pays. La charité commence par soi-même.

Ensuite le deuxième point, les ONGs et le secteur commercial ce sont deux choses différentes. Le secteur commercial doit créer ses propres structures. Lorsque l'on parle de construire des registres, est-ce que nous avons la capacité de construire ces registres? Est-ce que nous avons un marché qui est prêt? Ou est-ce que nous voulons seulement rentrer dans le secteur des gTLDs et des ccTLDs. Voilà la question qu'on peut se poser. Nous devons convaincre les personnes avec lesquelles on travaille et je dis tout le temps, ce TLD n'a pas l'argent, alors pourquoi on ne leur donne pas d'argent? Pourquoi on ne leur obtient pas d'avantage d'aide pour l'Afrique au lieu de travailler sur des nouvelles organisations, de créer des nouvelles organisations, pourquoi on ne soutient pas les organisations qui existent déjà? Parce qu'actuellement, nous n'aidons pas nos membres, nous ne formons pas nos membres non plus. C'est dommage qu'on n'ait pas du soutien pour ces pays qui en ont besoin.

Et je laisse ce défi à la communauté africaine parce que nous avons besoin de changer notre façon de penser et je pense que nous pouvons le faire. Merci.

Fatimata Seye Sylla: Merci beaucoup Barrack. C'est quelque chose qui nous interpelle tous. Mais nous sommes une communauté et nous avons l'habitude de travailler en petits groupes et d'avoir des initiateurs qui mènent les groupes. Voulez-vous créer un petit groupe de travail pour réfléchir sur ce que vous dites et faire des propositions à toute la communauté? Pour Toronto.

Barrack Otieno: Oui, je peux le faire.

Eberhard Lisse: Je suis le directeur de ccTLD, je suis en fonction en Afrique et en tant que directeur de ccTLDs, je dirais que j'ai participé à cette réunion et j'ai évité d'intervenir parce que j'appartiens à un regroupement différent et l'autre chose est que je ne pense pas que ce soit la place ici pour parler des ccTLDs. La délégation et la redélégation c'est quelque chose qui ne dépend pas d'ICANN ni des gouvernements. Si des accords bilatéraux ou unilatéraux entre directeurs, et je pense que nous avons un témoin ici qui pourrait dire que ce que je dis est vrai, et personnellement je ne pense pas non plus qu'il y ait un problème de gestion et le fait de ne pas avoir assez de ccTLDs puisse avoir des conséquences sur l'application des gTLDs. Je suis un docteur, c'est ma profession. Je ne pense pas que la réduction de cette brèche ne va pas nous aider dans notre secteur. Je pense que c'est une mauvaise chose que cela ait lieu. Mais il faudrait qu'il y ait d'avantage des candidats africains en Afrique. Ce qui serait triste c'est que les africains n'obtiennent pas ce qu'ils demandent et

qu'ils n'aient pas les candidatures qu'ils ont demandé. Voilà ce qui serait un problème.

Fatimata Seye Sylla:

Merci beaucoup Eberhard pour votre contribution. Est-ce que vous avez demandé la parole? J'ai besoin de parler un petit peu sur ce que vous venez de dire. De demander qu'on enlève la dernière recommandation carrément? Je pense que c'est quelque chose qu'il va falloir débattre pour voir si on le maintient ou pas. Donc, je ne veux pas que cette déclaration ne puisse aller tout de suite vers Olivier. Nous devons la retravailler en tenant compte de votre proposition. C'est la dernière minute pour [----- inaudible 0:45:15.4 -----].

Voix de femme:

Mon nom est [----- inaudible 0:45:19.5 -----] et je suis du Botswana. Je suis un peu déçue quand on dit que la brèche numérique va permettre de réduire le taux de mortalité, etc. Je pense vraiment que l'éthique et l'internet doivent être utilisés pour améliorer notre monde et je pense que vraiment l'éthique soit venue en aide aux gens qui étaient dans des situations très difficiles. Donc je voudrais dire que je ne suis pas d'accord avec vous sur ce point. Merci.

Fatimata Seye Sylla:

Merci beaucoup tout le monde. Je pense que nous sommes à la fin de cette réunion, une réunion courte mais très enrichissante. Je pense que nous avons tous pu nous exprimer et nous allons travailler ensemble sur ce draft et le faire circuler. Ceci devra être fait très rapidement. Donc, je

vais inviter toutes les personnes qui ont proposé de reformuler la déclaration de nous envoyer leurs propositions le plus rapidement possible, si on pouvait les avoir avant de quitter Prague, ce serait mieux, pour qu'on puisse tout remettre. Il paraît que c'est vraiment une obligation. Est-ce qu'on pourrait l'avoir demain? Oui? Pierre Dan Dandjinou? Oui? Emmanuel? Donc, nous aurons le document prêt pour demain.

Donc Olivier l'aura le plus rapidement possible. Et sur ce, je voudrais vous remercier tous. Je remercie encore Olivier et Cheryl et tous ceux qui sont venus participer et contribuer à cette réunion. Je remercie beaucoup le staff, les interprètes, et vraiment merci et bravo. Et je donne encore la parole à Olivier qui va nous dire un petit mot.

Olivier Crépin-Leblond:

Merci beaucoup Fatimata, c'est Olivier Crépin-Leblond. Je voulais juste vous remercier pour votre accueil fantastique et noter que c'est la première fois que je n'ai pas eu un calendrier qui m'attirait dans tous les sens. Je suis absolument ravi d'avoir passé cette heure complète avec vous. Je vous remercie.

Fatimata Seye Sylla:

Merci. Nous sommes encore plus ravis de vous avoir avec nous durant toute la session d'autant plus qu'on n'était pas sûr de vous avoir complètement. Donc merci à tout le monde Et nous allons faire la même chose à Toronto.

[Fin de la transcription]